



## **Au Rojava kurde, on attaque aussi une manière de vivre libre**

17 octobre 2019 / [Entretien avec Corinne Morel Darleux](#)

L'attaque de l'armée turque contre la Fédération autonome de Syrie du Nord et de l'Est fait craindre le pire pour les civils, livrés aux milices, mais aussi pour l'avenir de l'expérience politique inédite et originale menée au Kurdistan syrien. Explication par Corinne Morel Darleux dans cet entretien.

*Corinne Morel Darleux est conseillère régionale Auvergne – Rhône-Alpes, militante écosocialiste, autrice et [chroniqueuse régulière](#) de Reporterre. Elle s'est rendue au Kurdistan syrien à deux reprises : au printemps 2018, où elle était accueillie par le mouvement des femmes kurdes, et au mois de juillet 2019, avec la fondation France Libertés.*

---

**Reporterre — Depuis plus d'une semaine, l'armée turque bombarde et envahit le Kurdistan syrien, autrement nommé Rojava. Vous vous êtes rendue au Rojava à deux reprises. Pouvez-vous nous présenter cette région autonome et les fondements de son expérience de la démocratie ?**

**Corinne Morel Darleux** — Le Rojava est situé en Syrie du Nord et s'étend sur une bande qui longe la frontière avec la Turquie. On devrait aujourd'hui l'appeler « Fédération autoadministrée de Syrie du Nord et de l'Est », puisque sa zone géographique s'est considérablement étendue au gré des victoires sur Daech [*l'organisation État islamique*]. C'est désormais un territoire grand comme le Danemark, et où vivent cinq à six millions d'habitants.

Parmi ces habitants, beaucoup étaient venus s'y réfugier car c'était l'un des rares espoirs de paix et de coexistence multiculturelle dans cette partie du monde. Ce territoire regroupe des ethnies et des religions très différentes, dans un principe d'égalité entre toutes ces cultures.

Tout ce territoire s'était, il y a quelques années, déclaré autonome par rapport au régime de Bachar el-Assad. Ses membres sont en train — hélas, je ne sais plus s'il faut en parler au présent ou au passé — d'y mettre en œuvre une administration autonome, c'est-à-dire un système démocratique fondé sur deux concepts : le municipalisme libertaire et le confédéralisme démocratique.

Ces tentatives d'expérimenter une autre forme de démocratie, plus directe, ont comme unité de base « *la commune* ». Pas « *la commune* » au sens municipal, comme chez nous, mais au sens de plusieurs dizaines de foyers regroupés pour prendre les décisions qui les concernent directement, et qui, ensuite, sont représentés dans des assemblées de quartiers, de cantons ou de régions pour ce qui nécessite d'être coordonné à échelle plus large.

L'un des piliers du Rojava est également le féminisme. Dans cette organisation démocratique, les différents niveaux de décision sont paritaires et les femmes — qui jusqu'à peu n'avaient même pas le droit de sortir de chez elles — sont entrées en politique. Elles siègent dans les administrations, dans les différentes assemblées citoyennes, elles ont la possibilité de créer leurs emplois, de monter des coopératives paysannes ou économiques. Elles ont aussi pris les armes contre Daech et, encore

aujourd'hui, font partie des [Unités de protection du peuple](#) (YPG) au même titre que les hommes.

### **Pourquoi est-il crucial, à vos yeux, de défendre le Rojava ?**

D'abord, le peuple kurde est un peuple sans État, dont les droits ont été bafoués pendant de longues décennies. Cette population a toujours été opprimée, elle n'avait même pas le droit de parler sa propre langue.

Ensuite, le projet politique mené au Rojava est inédit, il fait partie des rares poches d'expérimentation, dans le monde, d'autres manières de vivre loin du capitalisme et de ces sociétés avec des États autoritaires tels qu'on en connaît, de plus en plus, en Occident. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien, à cet égard, qu'il y a eu beaucoup de messages de sympathie et de soutiens croisés entre la Zad de Notre-Dame-des-Landes et le Rojava. Ce sont des lieux qui ouvrent des brèches.

Il y a aussi une logique de loyauté vis-à-vis de nos anciens alliés, puisque les Kurdes se sont battus contre Daech en notre nom et ont payé un très lourd tribut, avec 11.000 tués, au moment où Daech frappait en Occident et notamment en France. On sait aussi que la Turquie a favorisé le développement de Daech en Syrie. Or, l'armée turque bombarde à proximité des lieux où sont détenus les anciens combattants de Daech et provoque des troubles qui ont déjà permis à plusieurs centaines de prisonniers de s'échapper. La Turquie occupe aujourd'hui Afrin, une ancienne ville du Rojava, avec l'appui de milices djihadistes. Donc, si la Turquie arrive à prendre le contrôle de ce territoire, il y a un énorme risque de résurgence de Daech. On en voit les prémices depuis une semaine avec des attaques de cellules dormantes de Daech du côté de Raqqa et ailleurs en Syrie du Nord. C'est inquiétant pour la suite, et pas seulement en Syrie, mais aussi dans tous les pays qui ont déjà été frappés, dont la France.



**Dans le nord de la Syrie, au printemps 2018.**

### **Comment s'explique la vague de sympathie de l'extrême gauche française envers les Kurdes ?**

Il y a, dans la gauche française, une adhésion au projet politique révolutionnaire qui est mené en Syrie du Nord. Je me suis toujours gardée d'encenser l'expérience au Rojava et j'ai tenté de conserver un esprit critique, mais j'ai été très impressionnée par l'ambition du projet, le courage dont faisaient preuve les femmes et les hommes qui le mettent en place là-bas, et par sa solidité politique et humaine.

Les seuls vrais freins à la mise en œuvre de ce projet, en réalité, sont plutôt de nature géopolitique : tout est très difficile dans un pays qui fait face à des conflits armés en permanence, qui était déjà menacé par l'armée turque, qui sortait tout juste des affrontements terribles contre Daech, et qui devait faire face à des blocus récurrents. Le Rojava vit une situation de pénurie généralisée, avec la plupart des foyers privés d'eau courante, des coupures d'électricité... Dans ces conditions hostiles, il est difficile ne serait-ce que de tenir des élections. Ce qui a été réalisé là-bas est vraiment phénoménal.

## **Quels étaient les projets en cours de réalisation en matière d'écologie ?**

Il y a un très beau projet de reforestation, [« Make Rojava Green Again »](#), mené par la commune internationaliste, des volontaires internationaux qui travaillent avec les populations locales et les collectivités pour planter des arbres dans cette zone qui était auparavant dédiée par le régime syrien à la monoculture intensive de céréales. Quand on y est allé, il n'y avait quasiment que des champs jaunes à perte de vue, avec tout ce que ça pose comme problème en matière de lutte contre la sécheresse et d'alimentation vivrière. Ce projet de reforestation était donc extrêmement bienvenu. Il y a aussi un fleurissement de coopératives paysannes, notamment de femmes, qui réapprennent la polyculture, l'agriculture vivrière, l'agriculture biologique avec un souci de l'environnement qui est inscrit dans les piliers du projet politique.

**Dans [un tweet](#) publié en début de semaine, vous disiez « Des hôpitaux sont bombardés, des convois civils ciblés, des puits détruits, des camps pilonnés, on en est à 130.000 déplacés, des fous de Daech en fuite... »**

Je vois en permanence défiler dans ma tête les lieux, les projets, les visages des gens sur place... On est actuellement dans la phase de bombardement, qui précède une invasion terrestre. Celle-ci devrait être menée par des milices, les supplétifs d'Erdogan, qui ont participé à déloger les Unités de protection du peuple (YPG) de l'enclave d'Afrin. Ils ont alors commis de nombreuses exactions sur les populations civiles. Et on ne peut pas oublier ce qu'a été Daech : enlèvements, tortures, viols, lapidations, personnes réduites en esclavage. Ce qui m'inquiète terriblement pour la suite est le moment où les personnes qui n'auront pas pu fuir, ou seront rattrapées par l'avancée des djihadistes, vont se retrouver dans des situations abominables. Quand on parle de guerres et de géopolitique, c'est souvent abstrait, mais très concrètement, il s'agit des hommes, des femmes et des enfants qui se retrouvent pris au piège avec des brutes dont on a déjà vu ce qu'elles étaient capables de faire.

**Vous finissez cette publication par : « Et la réponse de la France à tout ça, c'est le retrait face à la Turquie ? » En voulez-vous au gouvernement français ?**

J'en veux beaucoup à Donald Trump, déjà. Je ne comprends pas comment il est possible, en 2019, d'avoir à la tête des États-Unis quelqu'un d'aussi inconséquent, qui en une semaine provoque quasiment à lui tout seul un tel désastre humanitaire et géopolitique. J'en veux au président turc, j'en veux aussi au gouvernement français, et à tous les autres. Je ne sais pas ce qui se passe dans les couloirs diplomatiques, mais qu'il n'y ait pas eu de réaction virulente. Le Conseil européen a mis une semaine à se réunir, il a fallu plusieurs jours pour demander une convocation du conseil de sécurité de l'ONU.

La France, elle, ne s'interroge toujours pas sur son appartenance à l'Otan [Organisation du traité de l'Atlantique Nord], dont sont membres à la fois les États-Unis et la Turquie. Il n'y a pas de réflexion de fond sur les questions de sécurité et de défense, et ça ne date pas de Macron. C'est un héritage plus ancien. Mais je crains qu'on ne finisse par payer très cher l'absence de réflexion géopolitique autonome et sensée de la part de la France.



**Dans le nord de la Syrie, au printemps 2018.**

**Que peuvent faire les citoyens français ?**

Notre pouvoir est relativement limité, parce que nous sommes face à des cadres de géostratégie internationale compliqués à faire bouger. Mais il est très important de dire et de redire que tous les gestes de soutien comptent. [Un texte](#), publié par la commune internationaliste et le projet Make Rojava Green Again, dit que toute l'information qui est relayée rend la révolution immortelle et permet de graver ce moment dans l'histoire pour qu'il ne soit jamais oublié.

Il faut passer par tous les biais possibles d'information : dans des médias, auprès des voisins, de la famille, des amis... Rien n'est anodin. Ça n'arrêtera peut-être pas la guerre, mais ça donne du courage aux Kurdes, à toutes celles et ceux qui vivent là-bas, de sentir que tout le monde ne les abandonne pas. Il y a des rassemblements, souvent appelés par le Conseil démocratique kurde en France (CDK-F), il y a aussi des actions qui commencent à se multiplier, dans des aéroports vis-à-vis de Turkish Airlines, ou via des appels à boycotter des produits turcs. Make Rojava Green Again propose de planter des arbres devant les ambassades turques pour en bloquer l'entrée. Une banderole a aussi été déroulée au Stade de France, lundi 14 octobre, lors du match France-Turquie. Tout ce qui permet de montrer notre désaccord avec cette offensive est bon. On peut aussi aider financièrement les victimes via Roja Sor-Soleil rouge. [1]

La seule vigilance que j'ai est de ne pas attiser les tensions entre les communautés ici. Rien ne serait pire que d'importer le conflit en France. Il faut qu'on y fasse attention, parce qu'une des choses qui fait la beauté et la grandeur du projet de Syrie du Nord, c'est précisément de permettre aux uns et aux autres de vivre ensemble, de manière fraternelle. Et je veux croire qu'il y a aussi beaucoup de personnes d'origine turque, en France, qui n'approuvent pas la situation.

[1] Par chèque, au siège de l'association (2, passage du Fossé noir, 10120 Saint-André-les-Vergers ; par virement à la banque : CIC TROYES HOTEL DE VILLE, IBAN : FR7630087335000002074770150, BIC : CMCIFRPP ; en ligne par Paypal sur le site [rojasorfrance.com/](http://rojasorfrance.com/)